

Les Etats-Unis : un laboratoire pour les nations de l'Europe

Rien n'est plus intéressant pour nous, Français (comme pour la plupart des autres nations d'Europe), que ce qui se passe actuellement aux Etats-Unis. Nous y trouvons à peu près les mêmes problèmes que chez nous : dépenses publiques, impôts, dette, déficits, sécurité sociale, assurance maladie, immigration, compétitivité internationale, etc. (pour ne parler que des problèmes économiques).

Mais comme nous ne sommes pas citoyens des Etats-Unis, nous sommes normalement capables de considérer ces sujets aux Etats-Unis avec plus d'objectivité et moins de passion que si nous les étudions chez nous. C'est du moins ce que nous aurions la faculté de faire, si la grande presse ne biaisait pas tous ses rapports sur ce pays en y projetant nos propres catégories et nos propres passions. C'est ce que, dans ces Lettres d'Amérique, j'essaye de ne pas faire. Un résumé plus serein de la situation aux Etats-Unis permet de mieux réfléchir à notre situation nationale. Et la réciproque est aussi vraie.

□

Les USA et leurs partis face à la dette et aux déficits

Face aux déficits et à la dette, trois options sont en présence :

1° Les Démocrates libéraux (que nous appellerions progressistes ou socio-démocrates, voire socialistes) veulent accroître les impôts sans réduire les dépenses publiques, sauf peut-être les dépenses militaires.

2° Les Républicains libertariens (en partie identiques aux élus Tea Party) veulent au contraire baisser les impôts et réduire les dépenses publiques, mais sans trop tailler dans les budgets militaires.

3° Une commission bipartisane, qui se voudrait de juste milieu, et qui voudrait exprimer un point de vue raisonnable et « modéré » suggère de faire les deux à la fois : réduire les dépenses *et* augmenter les impôts.

La première option, repoussée par les Républicains, risque de ruiner l'Amérique en la ligotant, disent-ils, dans un surcroît d'étatisme et de Welfare State, et elle n'a aucune chance de passer.

La seconde option, repoussée par les Démocrates, risque de réduire les plus pauvres à la misère et à la révolte et d'aviver des dissensions ethniques. Elle passera sans doute, mais seulement en partie, sauf si le Président choisit ou l'affrontement ou la capitulation, deux cas improbables.

La troisième option risque de n'avoir aucun effet significatif face à des déséquilibres massifs requérant une correction relativement rapide.

Entre le spectre de la banqueroute et le retour de l'inflation □ □

Si les politiciens ne peuvent pas faire la politique, un organisme indépendant tentera de la faire à leur place. C'est sans doute parce qu'elle voit venir le blocage que la banque centrale américaine, organisme indépendant de l'Etat américain (mais non pas indépendant du système bancaire américain), a décidé d'acheter une grande quantité de bons du Trésor (600 Milliards de dollars).

La politique américaine est de relancer la croissance. Les taux courts sont déjà presque à zéro. En achetant des bons du Trésor américain, la banque centrale américaine espère faire monter

leur valeur et donc faire baisser les taux d'intérêts à long terme (*New York Times*, 4 novembre 2010, A1 et A3).

Quel qu'en soit l'habillage officiellement orthodoxe, ces achats de bons du Trésor passent pour une inflation déguisée. C'est ce que disent les Allemands, qui dénoncent la contradiction d'un pays qui fait, en somme, ce qu'il reproche à la Chine de faire. Mais les Etats-Unis le font parce que la Chine le fait.

L'action de la FED est sans doute la seule façon pour les USA d'avoir une politique économique dans leur impasse politique. Mais que donneront ces mesures ? La prospérité dépend aussi beaucoup, précisément, de la confiance dans le Pouvoir. Sans confiance et sans Pouvoir, il n'est pas sûr du tout que ces apports de liquidités auront un effet sur l'investissement et l'emploi.

Et même s'il y avait un Pouvoir dans nos démocraties, encore faudrait-il rétablir la confiance dans l'avenir de la compétitivité des démocraties, et tout d'abord de la compétitivité américaine. Or celle-ci devient de plus en plus douteuse, dans le cadre d'une mondialisation économique qui, de plus en plus (comme me le disait il y a trois jours à Baltimore un ami américain), apparaît comme la dernière en date des grandes utopies, et, peut-être bientôt, le grand échec de la postmodernité.

Il faudra bien faire face un jour ou l'autre à la réalité. Nos enfants ne seront pas liés par nos

décisions absurdes. La dette des Etats est probablement insolvable ; il n'y a plus que deux options à terme : la banqueroute ou l'inflation.

Le chaos, des régressions inouïes, ou autre modernité □ □

Mais l'inflation signe la fin de la globalisation économique de type « postmoderne classique », et laisse présager la renaissance du concept d'économie nationale, donc la renaissance de la nation (ou des unions de nations) comme entités économiquement pertinentes, ainsi que la fin de l'internationalisme politique de type onusien et kantien classique.

Ce qui est en train de se manifester, c'est la fin de l'âge des Lumières et des modèles économiques et politiques qui vont avec. Croyait-on que cette formule allait durer jusqu'à la fin des temps ? Qu'est-ce qui va lui succéder ? Le chaos, ou des régressions inouïes, ou une autre modernité.